

DIVISION DE LYON

Lyon, le 13 JUL. 2018

N/Réf. : CODEP-LYO-2018- 036328

APPLICATION DES GAZ
BP 55- Route de Brignais
69563 SAINT-GENIS LAVAL cedex

Objet : Inspection de la radioprotection numérotée INSNP-LYO-2018-0501 du 26 avril 2018
Installations : Application des gaz
N° autorisation : T690245

Références :

Code de l'environnement, notamment ses articles L. 592-19 et suivants
Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1333-29 et R. 1333-98
Code du travail, notamment le livre IV de la quatrième partie

Monsieur,

Dans le cadre des attributions de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) en références, concernant le contrôle de la radioprotection, une inspection a eu lieu le 26 avril 2018 dans votre établissement.

Je vous communique ci-dessous la synthèse de l'inspection ainsi que les principales demandes et observations qui en résultent.

Les demandes et observations relatives au respect du code du travail relèvent de la responsabilité de l'employeur ou de l'entreprise utilisatrice tandis que celles relatives au respect du code de la santé publique relèvent de la responsabilité du titulaire de l'autorisation délivrée par l'ASN.

SYNTHESE DE L'INSPECTION

L'inspection du 26 avril 2018 a porté sur l'organisation du service et les dispositions mises en œuvre pour assurer la radioprotection des travailleurs et du public lors de la détention et de l'utilisation de sources scellées.

Les inspecteurs ont jugé satisfaisante la prise en compte des dispositions réglementaires en matière de radioprotection des travailleurs et du public. En effet, la personne compétente est mobilisée pour répondre aux principes de base de la radioprotection, concourant à l'amélioration de la radioprotection des travailleurs et de la population. Cependant les inspecteurs ont relevés des sujets pour lesquels des actions d'amélioration doivent être engagées.

A. DEMANDES D'ACTIONS CORRECTIVES

La réglementation en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2018 prévoit (article R. 4451-111 du code du travail) que « L'employeur, le chef de l'entreprise extérieure ou le travailleur indépendant met en place, le cas échéant, une organisation de la radioprotection lorsque la nature et l'ampleur du risque d'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants le conduisent à mettre en œuvre au moins l'une des mesures suivantes :

- 1- Le classement de travailleur au sens de l'article R. 4451-57 ;
- 2- La délimitation de zone dans les conditions fixées aux articles R. 4451-22 et R.4451-28.
- 3- Les vérifications prévues à la section 6 du présent chapitre »

De plus, l'article R. 4451-112 du code du travail précise que « l'employeur désigne au moins un conseiller en radioprotection pour la mise en œuvre des mesures et moyens de prévention prévus au présent chapitre. Ce conseiller est :

- 1- Soit une personne physique, dénommée « personne compétente en radioprotection », salariée de l'établissement ou à défaut de l'entreprise ;
- 2- Soit une personne morale, dénommée « organisme compétent en radioprotection ».

Les inspecteurs ont constaté que les personnes compétentes en radioprotection n'étaient pas désignées par le chef d'établissement.

- A1. Je vous demande de formaliser l'organisation de la radioprotection et la désignation des personnes compétentes en radioprotection. Vous transmettez à la division de Lyon de l'ASN le courrier de désignation.**

Les inspecteurs ont constaté que, le jour de l'inspection, aucun dosimètre opérationnel n'était disponible. En effet, un seul dosimètre opérationnel est mis à disposition et celui-ci était en vérification auprès du fournisseur. L'article R.4451-33 du code du travail précise que dans une zone contrôlée, l'employeur doit mesurer l'exposition externe des travailleurs au cours des opérations à l'aide d'un dosimètre opérationnel.

- A2. Je vous demande de mettre à la disposition des travailleurs un nombre suffisant de dosimètres opérationnels.**

Depuis le 1^{er} juillet 2018, des nouvelles valeurs d'équivalent de dose délimitent les zones contrôlées et surveillées. Elles sont précisées dans le code du travail, à l'article R. 4451-23.

- A3. Je vous demande de vérifier que votre zonage radiologique est conforme au code du travail. Vous transmettez à la division de Lyon de l'ASN les résultats de cette vérification.**

B. DEMANDES D'INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Néant.

C. OBSERVATIONS

- C1. Le décret n°2014-996 du 2 septembre 2014 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en supprimant la rubrique 1715 sur les sources radioactives scellées. Durant une période transitoire de 5 ans au plus, la rubrique 1715 de votre arrêté préfectoral tient lieu d'autorisation requise par le code de la santé publique. Il vous appartient de déposer un dossier de demande d'autorisation de vos sources scellées au titre du code de la santé publique auprès de la division de Lyon de l'ASN 6 mois avant la date d'échéance du 4 septembre 2019.

Vous voudrez bien me faire part, **sous deux mois**, des remarques et observations, ainsi que des dispositions que vous prendrez pour remédier aux constatations susmentionnées. Pour les engagements que vous prendriez, je vous demande de les identifier clairement et d'en préciser, pour chacun, l'échéance de réalisation.

Enfin, conformément à la démarche de transparence et d'information du public instituée par les dispositions de l'article L. 125-13 du code de l'environnement, je vous informe que le présent courrier sera mis en ligne sur le site Internet de l'ASN (www.asn.fr).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'adjoint au chef de la division de Lyon

signé par

Olivier RICHARD